

*Initiatives ministérielles*

**M. Flis:** Monsieur le Président, au lieu de crier, peut-être pourrions-nous nous montrer raisonnables.

Nous avons déjà discuté dans cette Chambre de sujets importants jusqu'à minuit et même jusqu'à une heure et deux heures du matin. Je pense au débat sur la Chine, à celui sur l'avortement et d'autres. Nous avons aujourd'hui l'occasion de discuter de cette question en profondeur. Si le Parti libéral veut en discuter, c'est qu'il veut convaincre le gouvernement d'abandonner ce projet de loi, de laisser tomber son projet de TPS. Pour cela, nous devons en discuter à fond.

Nous ne comprenons pas le raisonnement des néo-démocrates qui veulent plus de temps pour le débat, mais qui, lorsqu'on leur offre, le refusent.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Il n'y a pas consentement unanime. La parole est au député de Yorkton—Melville pour le débat.

Il lui reste 14 minutes, plus 10 minutes de questions et d'observations.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, la réponse à cette question est très simple. Nous voulons empêcher ce projet de loi, nous voulons tuer la TPS.

Je suis surpris que le Parti libéral soit maintenant prêt à collaborer avec le gouvernement en donnant la parole à de plus en plus de députés, c'est-à-dire en gaspillant le temps de plus de députés. Pourquoi ne s'en tiennent-ils pas à de bonnes tactiques, pourquoi ne gardent-ils pas des députés en réserve pendant quelque temps et pourquoi ne forcent-ils pas le gouvernement à retirer son projet?

Je suppose que ce qu'ils font en ce moment, c'est regarder les sondages, où ils sont à 48 p. 100, en rêvant qu'ils vont gagner les prochaines élections. Ils veulent que cette taxe soit adoptée le plus rapidement possible, pour qu'ils puissent en profiter lorsqu'ils seront au gouvernement.

Il n'y a pas un seul député libéral dans cette Chambre qui soit prêt à se lever pour nier qu'il est en faveur de l'adoption de ce projet de loi. Une fois que la taxe sera adoptée et qu'ils seront au gouvernement, ils la garderont. Y a-t-il un seul candidat à la direction du parti libéral qui ait dit: «Si je deviens premier ministre, j'abolirai la TPS»? Non, pas un seul. Ce n'est pas un sujet dont on parle dans cette campagne.

Nous savons tous qu'ils veulent que le Parti conservateur adopte cette taxe, subisse la colère des électeurs et perde les élections, donnant ainsi le pouvoir aux libéraux. Ils conserveront la taxe et même ils l'augmenteront, la portant de 7 p. 100 à 8, puis 9, puis 12 p. 100. Voilà exactement ce que fera le Parti libéral.

Le député de Terre-Neuve de l'autre côté, hoche la tête. Je peux l'entendre d'ici, il est d'accord, monsieur le Président. Voilà exactement le plan des libéraux. C'est pour cela qu'ils sont prêts à collaborer avec le gouvernement. Qu'il soit bien clair que nous voulons tuer cette taxe dans l'oeuf et que nous ferons tout en notre pouvoir pour qu'elle ne soit pas adoptée à la Chambre des communes.

Bien des signes donnent déjà à penser que des gouvernements libéraux sont prêts à collaborer avec le gouvernement fédéral. M. Nixon, le trésorier de l'Ontario, a déclaré qu'il prélèverait la taxe de vente fédérale dans sa province. Il est un trésorier libéral, un ministre libéral des Finances. La plus grosse province du Canada est prête à collaborer. Nous voyons tout à coup pourquoi les occupants des banquettes libérales sont si tranquilles.

[Français]

De plus, monsieur le Président, Robert Bourassa, le premier ministre du Québec a presque dit la même chose il y a deux ou trois jours concernant la perception de l'impôt, dont la TPS dans la province de Québec. C'est la coopération entre le Parti libéral et le Parti progressiste conservateur, et c'est pourquoi nous avons eu cette coopération à la Chambre des communes cet après-midi.

**Une voix:** C'est la même chose, libéral ou conservateur!

[Traduction]

**M. Nystrom:** Quelques questions ont été posées aujourd'hui au sujet de cette intéressante brochure, ce document de propagande qui a été distribué à plus d'un million de petites entreprises par le gouvernement conservateur. Celui-ci a dépensé 1,3 million de dollars pour cette campagne de publicité et de propagande.

Ce n'est pas la seule brochure que le gouvernement a publiée. J'aimerais bien savoir combien d'argent le gouvernement a dépensé en propagande et en brochures sur la TPS ces derniers mois. J'ai entre les mains un fascicule intitulé: «Questions et réponses sur la TPS». Combien de ces fascicules ont été distribués? À qui ont-ils été distribués? Combien ont-ils coûté aux contribuables canadiens?